

JEUDI 14 AOUT 2014

- = L'économie engluée dans le pétrole p.1
- = Un monde fini p.5
- = Et si le dollar venait à disparaître ? p.11
- = 'L'Allemagne n'est plus un champion; son économie se contracte et entraîne l'Europe avec elle' p.14
- = Espirito Santo : CONFLIT D'INTÉRÊT POUR LA BCE p.15
- = Les 1.001 manières de faire plaisir aux actionnaires p.17
- = Les épargnants sont pénalisés par la baisse des taux p.17
- = Le numéro 1 russe du pétrole demande 31 milliards d'euros d'aides à Poutine p.18
- = La zone euro est en voie de « Japonisation » p.20
- = SCANDALE : L'or allemand a disparu! (vidéo) p.20
- = L'Argentine porte plainte contre les États-Unis devant la Cour Internationale de Justice p.22
- = La France en faillite p.22
- = La quintessence de la mondialisation néolibérale p.23
- = Une guerre mondiale...probable ! p.32
- = Sanctions occidentales et riposte russe : l'effet boomerang p.36
- = Zone euro: 0% de croissance au deuxième trimestre p.39



L'économie engluée dans le pétrole

Thierry De Greef Huffington post.ca Publication: 06/06/2014



Le pétrole nous colle à la peau. L'économie noir goudron domine le monde, le profit en est le gouvernail, cette ressource dictant les guerres, les accords non tenus, les tensions entre États. Hautement volatile, il enflamme les finances, une relation énergétique qui nous conduit droit dans le mur.

Moteur à explosion.

La marée noire est dévastatrice tant au niveau de l'environnement que de l'économie.

Nous savons tous que le Canada s'est retiré de Kyoto, pétrole et sables bitumineux obligent, tant pis pour la planète, l'image internationale du Canada et pour l'Alberta aux paysages scarifiés.

Oublions le point de vue environnemental, social et humain. On connaît l'Exxon Valdez, le port de Cacouna et les bélugas, l'Antarctique, la guerre en Irak et les faux rapports de George W. Bush, le projet du pipeline Northern Gateway, le rapport du GIEC, la Louisiane...

L'or noir nous pousse vers l'obscurantisme

Notre économie cessera de croître et cela risque de bientôt d'arriver. Pas dans 5 ou 10 ou 40 ans, nous prédit Jeff Rubin, l'économiste. La fin de la croissance est très proche. Question de quelques trimestres.

Les environmentalistes s'appuient sur les rapports du GIEC. Mille scientifiques ont écrit conjointement un dernier rapport GIEC dont je parlais dans [un précédent blogue](#).

Il y a de quoi s'alarmer. Tout le monde est d'accord là dessus, y compris Jeff Rubin, qui écrivait dans son dernier ouvrage : *«Combien de ces catastrophes naturelles «exceptionnelles», «qui n'arrivent que tous les cent ans», devons-nous subir avant de reconnaître qu'elles sont devenues la norme? Pour les économistes, la notion d'un monde sans croissance relève de la pure science-fiction, même si la plupart d'entre eux reconnaissent que le coût élevé des sources d'énergie réduit le PIB.»* Car, explique-t-il, c'est inscrit dans l'ADN de tout économiste de considérer la croissance comme une parole d'évangile.

Jeff Rubin connaît la chanson, il était l'économiste en chef de la section des marchés mondiaux de la CIBC: *«Après avoir observé que la hausse du PIB diminuait pendant que le prix du pétrole montait, je ne pouvais chasser de mon esprit que la croissance pourrait plafonner un jour.»*

Si vous adhérez à l'école de pensée keynésienne issue de l'université de Cambridge, vous croyez que l'on peut remédier aux récessions grâce aux interventions de l'État. Cette théorie s'appuie sur l'idée que les dépenses stimulent l'économie. L'autre option privilégiée consiste à couper les taux d'intérêt pour inciter les consommateurs à emprunter puis à dépenser.

Issue de l'université de Chicago, l'autre pensée, à l'inverse, est l'économie du laissez-faire. Laissez le marché faire son travail et l'économie se remettra sur pied. Une récession dans cette vision est toujours temporaire.

Les politiciens, eux aussi, ne croient qu'en la sacro-sainte croissance, panacée de tous les maux. En creusant encore et encore, augmentant la dette et le déficit. Une porte tournante, expression que j'emprunte à Jeff Rubin. Comprenez par là, je contracte une dette pour couvrir une autre dette. La spirale. Demandez à la Grèce.

Avec un déficit budgétaire de près de 10 % du PIB, les États Unis se situent en fait dans la même ligue que la Grèce. «On n'avait jamais abordé l'éventualité d'une croissance statique». Croissance statique?

Ce que nous savons avec certitude, c'est que le cours du pétrole a quadruplé au cours des 10 dernières années. Ce qui influence la croissance, ce n'est pas la disponibilité des réserves ou la découverte de nouvelles ressources, mais son prix pour nous le rendre accessible.

Il ne fait pas de doute que la source d'énergie la plus importante pour l'économie de la planète est le pétrole. Le pétrole fournit quotidiennement plus du tiers de l'énergie nécessaire à la planète.

Plus des deux tiers de chaque baril sont consacrés au transport.

«La relation est directe : la croissance économique fonction de la consommation d'énergie, et le baril à plus de 100 \$ oblige dorénavant les économies les plus importantes sur la planète à rétrograder et à s'immobiliser. Chaque nouveau baril extrait coûte plus cher que le précédent. En dix ans, les prix ont quadruplé», explique-t-il dans son ouvrage *La Fin de la croissance*, je le conseille aux ministres des Finances.

«Plus nous brûlons de pétrole, plus l'économie mondiale croît rapidement. On peut tracer une ligne droite entre le pétrole et le PIB», ajoute-t-il. Et chaque fois que le cours du pétrole s'est envolé, l'économie mondiale est tombée en

récession.

Exemples ? La stagflation des années 1970, la guerre du Kippour en 1973, le brut qui s'enflammait en 1974 et le PIB des États-Unis diminuait de 2,5 %, puis l'effondrement du marché financier en 2008...

En 2008? Comment s'est comporté le prix du pétrole juste avant la pire crise depuis 1930? Le prix du baril qui se négociait à 30 \$ en 2004 a atteint un pic de 147 \$ le baril à l'été 2008.

«Lorsque le prix du pétrole augmente, l'inflation suit, et lorsque le taux d'inflation augmente, les banques centrales réagissent en haussant les taux d'intérêt pour contenir les cours. Les taux d'intérêt ont quintuplé et asséné un coup fatal au marché immobilier américain.»

Peu importe la nouvelle, le prix du pétrole se trouve être à la base du problème. Clair comme de l'eau de roche. Limpide.

Ce qui compte pour l'économie, c'est ce qu'il en coûte pour exploiter de nouvelles sources de pétrole. Il ne suffit pas de trouver de nouveaux gisements, faut-il qu'ils soient exploitables. Travailler au fond des océans, dans l'Antarctique par - 40, - 50, - 60, les investissements nécessaires à l'extraction projettent nos économies encore plus dans la récession. Sans parler des risques environnementaux à couvrir.

Et la Chine dans tout cela ? Les pays émergents font émerger de réelles problématiques, pas seulement au niveau des GES. Selon *Wards AutoWorld*, le cap du milliard de propriétaires a été franchi en 2010. Toujours en 2010, la Chine a augmenté ses commandes de près de 1 million de barils à sa consommation quotidienne. Selon les experts de l'industrie automobile *J.D. Power and Associates*, les ventes devraient doubler et atteindre les 35 millions de véhicules en Chine et quadrupler en Inde - 11 millions de voitures.

Ironie de l'Histoire, les enfants de Mao sont devenus le banquier des adorateurs capitalistes de la statue de la Liberté.

La Chine est sans nul doute le plus important acheteur de pétrole tandis que le Venezuela possède les plus vastes réserves. Le rapprochement de la Chine et du Venezuela inquiète les États-Unis. Quand les États-Unis s'inquiètent, on connaît leurs tendances interventionnistes. (Grèce-les colonels, les Contras-Nicaragua, la baie des cochons-Cuba).

La Chine ne se tourne pas que vers l'Amérique du Sud. Le Nord aussi a du

potentiel pour son appétit vorace.

En 2010, *Sinopec*, société de raffinage appartenant à l'état chinois, a versé 4,65 milliards de dollars pour une participation de 9 % dans *Syncrude* qui exploite le plus vaste des quatre gisements des sables bitumineux de l'Alberta. La première du genre, mais pas la dernière, sans nul doute. À la fin de 2011, *Sinopec* a allongé 2,9 milliards de dollars pour acquérir la totalité de *Daylight Energy*, une société d'exploration qui possède ses installations en Alberta et en Colombie-Britannique.

Nul besoin de vous dire que l'attitude des politiques vis-à-vis de la Chine a changé. Si c'est l'argent qui a le dernier mot, c'est certain qu'on le dit en chinois.

Voici le contexte politique, géopolitique, économique, environnemental ou géologique, Jeff Rubin écrit que la tâche de l'industrie de l'énergie ne consiste pas simplement à trouver du pétrole, mais à en trouver que nous avons les moyens de consommer. «À l'image du Danemark, nous pourrions consommer moins. Le pétrole dans les sables bitumineux ou dans l'océan arctique pourrait rester là où la nature l'a déposé», conclut-il.

Si ce n'est pas notre conscience et les changements climatiques qui nous pousseront à changer de comportement, Jeff Rubin est convaincu que ce sera notre portefeuille et un rapport à une nouvelle économie qui nous poussera à devoir nous adapter. C'est peut-être une chance pour la nature.

Au vu de la nature humaine, je serais enclin à le croire. Aujourd'hui brûlent 90 millions de barils de pétrole chaque jour.

Rubin, Jeff - *La Fin de la croissance* - Éditions Hurtubise- 4e trimestre 2012

Traduit de l'anglais titre original : *The End of Growth*

[Un monde fini](#)

[Ianik Marcil](#) [Huffington Post Publication: 04/06/2013](#)

La croissance économique constitue probablement la fondation la plus essentielle de l'économie depuis la révolution industrielle - autant que de la très vaste majorité des écoles de pensée économique depuis [David Hume](#) et [Adam Smith](#). La remettre en question équivaut à saper à la fois les

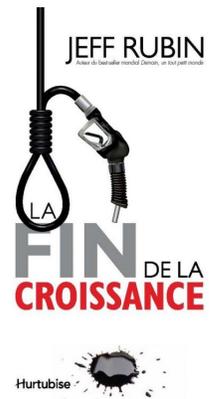
fondements de notre économie et ceux de la manière de l'analyser et de la concevoir.

Le principe est simple: année après année, la quantité de biens et de services produits dans l'économie augmente, à la fois dans sa totalité, mais aussi en moyenne pour chacun des habitants (croissance *per capita*).

Schématiquement, trois phénomènes expliquent cette croissance continue:

1. l'augmentation de la population (plus de travailleurs produisent en quantité absolue davantage de biens et de services);
2. l'exploitation d'une quantité de plus en plus grande de ressources naturelles;
3. le progrès technique et technologique (des machines plus performantes permettent de produire davantage de marchandises pour un même effort dans un même délai).

Compte tenu du fait que nous vivons dans un monde fini aux ressources limitées, il tombe sous le sens que les deux premières causes de la croissance ne peuvent se développer indéfiniment. Un jour ou l'autre il y aura trop d'humains sur terre pour les nourrir et les ressources naturelles - qui sont pour la plupart non renouvelables - cesseront tout simplement d'être disponibles. En revanche, les progrès des sciences permettent le développement de nouvelles technologies de plus en plus performantes qui, lui, ne semble pas connaître de limites intrinsèques. C'est la raison pour laquelle le déterminant le plus important de la croissance économique est le progrès technique.



Tout ceci décrit la dynamique fondamentale de l'évolution du capitalisme depuis 200 ans. Une croissance exponentielle, en moyenne, année après année, malgré les crises économiques (voir par exemple [ce graphe](#)).

Cependant, il ne s'agit pas là du fin mot de l'histoire: l'économie telle que nous la connaissons ne peut se passer de croissance, car son organisation repose entièrement sur cette dynamique. Les entreprises cherchent, année après année, à réaliser davantage de ventes au meilleur coût possible. Elles doivent donc inéluctablement chercher à développer leurs marchés et/ou à réduire leurs coûts.

Donc: d'une part, l'économie doit accroître le niveau de consommation année après année et, d'autre part, diminuer les coûts de production, notamment par

le développement de technologies plus performantes (augmentant la productivité des travailleurs) ou en délocalisant la production sous des cieux où les coûts de mains-d'œuvre sont moindres. La première dynamique se heurte à un monde fini - la consommation ne peut s'accroître indéfiniment. De fait, elle carbure essentiellement grâce au crédit, depuis une quarantaine d'années. Dans le deuxième cas, toujours parce que nous habitons un monde fini, il ne sera éventuellement plus possible de réduire les coûts de production - en grande partie parce que ceux-ci reposent sur un «super-intrant»: le pétrole.

L'énergie - mais le pétrole en particulier - est à la base de l'ensemble de l'activité économique mondiale. Presque tous les biens et services que nous consommons dépendent du pétrole d'une manière ou de l'autre. Dans son livre *[La fin de la croissance](#)*, l'économiste canadien Jeff Rubin rappelle qu'aux États-Unis, par exemple, plus du deux tiers du pétrole utilisé sert au transport (p. 212). Le pétrole constitue ainsi un coût à la production de presque tous les biens et services de nos économies - d'où son qualificatif de «super-intrant».

Or, il s'agit là, comme on le sait, d'une ressource non renouvelable. Un jour, prochain, il n'y aura tout simplement plus de pétrole disponible sur la planète. C'est donc l'ensemble de l'économie mondiale qui est menacée par l'éventuelle pénurie de pétrole. En réalité, avant même l'avènement de cette pénurie, les prix élevés du pétrole suffiront à déstabiliser les fondements mêmes de l'économie mondiale et de sa dynamique profonde. Jeff Rubin précise: «La relation est directe: la croissance économique est fonction de la consommation d'énergie, un point c'est tout» (p.39-40). Poursuivant la réflexion de son best-seller *[Demain un tout petit monde: comment le pétrole entrainera la fin de la mondialisation](#)* (Hurtubise, 2010, 394 p.), cet ancien économiste en chef de la Banque CIBC imagine dans ce nouvel ouvrage les conséquences d'un monde sans pétrole, c'est-à-dire une économie sans croissance.

Essentiellement, l'équilibre de l'économie internationale - et des relations d'influence et de pouvoir géopolitique - sera grandement chambardé à court terme. Les importations de marchandises à faible coût que nous connaissons présentement - cette quantité grandiose de biens que nous importons d'Asie qui produits à faibles coûts - cesseront tout simplement d'exister à moyen

terme, car les prix élevés de l'énergie (ou la pénurie pure et simple de pétrole) en rendront le commerce beaucoup trop couteux. Ce qui est depuis 200 ans un «cercle vertueux», du moins en apparence, deviendra un cercle vicieux: les coûts élevés du super-intrant qu'est le pétrole (en fait, l'ensemble de l'énergie fossile, gaz et charbon y compris) ralentissent déjà la croissance économique - pour Rubin il s'agit du facteur clef de la crise économique que nous traversons depuis 2008 - et donc notre enrichissement collectif et individuel, ce qui a, à son tour, une incidence négative sur la consommation, qui ralentira encore plus la «vitesse» de l'économie.

Cette réalité, pour Jeff Rubin, est inéluctable: nous entrons présentement dans un monde sans croissance économique. Ce que nos économies ont connu depuis 200 ans ne se reproduira plus. Il s'agit donc de s'y préparer, dès maintenant. Cela implique des changements radicaux dans nos manières d'organiser la vie économique: «La fin de la croissance n'entraînera pas nécessairement l'extinction de la société de consommation telle que nous la connaissons, mais elle pourrait nous obliger à être davantage à l'écoute d'un monde de plus en plus restreint» (p. 273). Moins de consommation - ou plutôt une consommation différente, mais aussi une organisation de la production radicalement repensée: le commerce international coûtant trop cher, nous devons redévelopper notre secteur manufacturier local tout en acceptant de moins consommer, donc de ne plus nous enrichir.

Penser notre monde sans croissance économique va tellement à l'encontre des idées reçues - des économistes, des industriels, des financiers comme des politiciens - que c'est un changement radical des fondements de notre pensée économique qui doit s'opérer. C'est ce que Jeff Rubin propose, mais aussi, de manière plus explicite et étoffée, John Michael Greer dans [*La fin de l'abondance: l'économie dans un monde post-pétrole*](#). S'il partage avec Rubin les mêmes prémisses - celle de la fin du pétrole et de la croissance économique - il propose néanmoins une critique plus radicale, à la fois de la pensée économique, telle que nous l'avons héritée de Adam Smith, et du système économique. Dans le premier cas, on reste sur notre faim - en réalité, Greer ne fait que reprendre les thèses principales du best-seller de E. F. Schumacher [*Small is beautiful*](#) (1973).

En revanche, sa critique de l'organisation de notre économie et, surtout, ses propositions pour nous préparer à un monde post-pétrole et sans croissance

économique sont beaucoup plus originales et audacieuses que celles présentées par Jeff Rubin. L'idéologie de la croissance économique infinie, rendue possible par la disponibilité de l'énergie à bas prix pendant 200 ans n'est plus viable, certes, mais en plus elle est à la base même de la destruction de ce qu'il appelle, après Schumacher, l'«économie primaire», c'est-à-dire l'exploitation des ressources naturelles que rend possible l'«économie secondaire», la production de biens et de services. Il développe, par exemple, plusieurs solutions pour favoriser l'économie de proximité, une partielle auto-suffisance alimentaire, être plus autonome face à l'économie-monde, voire même mettre en place une refonte profonde de nos systèmes de fiscalité - l'État, soulignent les deux auteurs, ne sera plus en mesure d'offrir les programmes sociaux tels que nous les connaissons.

Cependant, ce changement de mentalité, de vision du monde, n'est pas pour demain, conclut Greer: «Les limites à la trajectoire de croissance matérielle infinie de la civilisation industrielle sur une planète finie sont clairement visibles à l'horizon depuis quatre décennies. Pendant cette période, un paradoxe remarquable s'est développé. Plus nous nous approchons des limites de la croissance, plus ces limites affectent clairement nos vies et plus l'évidence que notre trajectoire actuelle nous conduit dans le mur de briques, moins la plupart des gens dans le monde industrialisé semblent capables d'imaginer une solution de rechange à l'ordre des choses actuel d'ici l'impact final» (p. 221).

C'est que nous sommes à ce point incapables de concevoir un monde sans croissance économique que nous refusons de l'envisager. Nous faisons confiance, consciemment ou non, à la technologie pour nous en sortir - puisque le développement technique a été à la base de la croissance économique depuis la révolution industrielle. On a même inventé un mot pour désigner cette croyance aveugle: sont «cornucopiens» (terme forgé sur celui de «corne d'abondance») ceux qui croient que la technologie nous permettra de créer une croissance économique éternelle puisqu'elle permet toujours une plus grande efficacité dans la production.

Mais ces cornucopiens rêvent en couleur, nous dit Jeff Rubin: il y a bien une limite à l'augmentation de l'efficacité de la production, car celle-ci repose sur les super-intrants que sont les énergies fossiles. Or, nous en sommes, présentement, à exploiter des formes d'énergie fossile de moins en moins

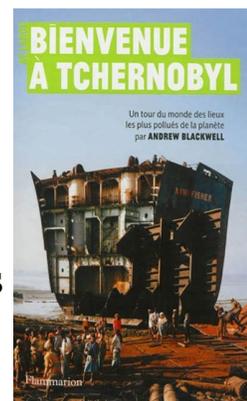
productives - de moins bonne qualité - notamment les sables bitumineux (au Canada), le gaz et le pétrole de schiste (aux États-Unis) et le charbon à faible rendement (en Chine). Le coût d'extraction et d'exploitation de ces énergies ne peut être qu'exponentiel étant donné leur qualité médiocre. Le développement technologique ne pourra pas indéfiniment pallier à cette mauvaise qualité de l'énergie - sans compter leur impact écologique désastreux.

En revanche, suggère Greer, les technologies dites «intermédiaires» (il reprend là aussi une idée de Shcumacher) - c'est-à-dire peu complexes, faciles à utiliser localement (notamment dans les pays ou régions «en développement») et peu coûteuses en énergies constituent un élément essentiel du renouvellement de la base manufacturière, inévitable pour affronter ce monde sans pétrole ni croissance économique.

Loin d'être pessimistes, les deux auteurs considèrent que la fin de la croissance économique sera peut-être ce qui sauvera la planète - à la fois au plan écologique, mais aussi politique. Si le ralentissement économique est «le moyen le plus efficace de réduire les GES [gaz à effet de serre]» selon Rubin (p. 315), les deux auteurs concluent que ce ne sont pas des changements mineurs ou de degré que nous devons entreprendre, mais une réorganisation radicale de notre système économique. Si nous ne nous y préparons pas dès maintenant, c'est tout simplement le système économique lui-même qui nous y obligera - plus précisément: son effondrement. L'utopie d'une croissance infinie dans un monde fini tire bel et bien à sa fin; à nous de voir si nous désirons collectivement nous préparer à ce nouveau incertain et radicalement différent du nôtre.

Faire du tourisme à Fort McMurray

Se promener en sandales et lunettes soleil dans des champs de sables bitumineux, à Tchernobyl ou dans une mine de charbon en Chine? Barboter à proximité de la Grande plaque de déchets du Pacifique Nord ou faire de la photo à Fukushima? Ce sont là quelques-unes des destinations touristiques singulières que nous propose Andrew Blackwell dans *Bienvenue à Tchernobyl*, un «guide des sites où vous n'irez jamais en vacances».



«Pourquoi les guides touristiques ne disent-ils jamais un mot sur la beauté des lieux les plus laids du monde?», se demande-t-il. Ce passionnant livre dépasse la simple description anecdotique: l'auteur, journaliste et documentariste, est un «touriste» intelligent qui s'interroge sur les origines et les conséquences de cette pollution - et sur la symbolique politique et culturelle de ces lieux. Ainsi de Port Arthur au Texas, où se trouve l'une des plus grandes concentrations de raffineries de pétrole des États-Unis, point d'arrivée prévu du fameux oléoduc Keystone XL: «Ce qui fait vraiment le charme du Keystone XL, c'est son irrésistible valeur symbolique. (...) si les sables bitumineux représentent l'avenir de l'industrie pétrolière, Port Arthur incarne son passé, voire l'instant même de sa naissance. Et Keystone XL, s'il était construit, relierait physiquement les deux [le nord de l'Alberta et Port Arthur] - alimentant ainsi le passé par le futur et nouant bien serrée toute l'histoire du pétrole» (p. 94). Un voyage troublant au cœur même des désastres causés par l'obsession de la croissance économique à tout prix.

Bienvenue à Tchernobyl: Un tour du monde des lieux les plus pollués de la planète, par Andrew Blackwell (Flammarion, 2013, 319 p., ISBN 978-2-0812-4620-1, 45,95\$).

Et si le dollar venait à disparaître ?

Publié par medisma sur 12 Août 2014

Entretien avec Alain de Benoist

Intellectuel, philosophe et politologue



Longtemps, le dollar a été la monnaie mondiale dominante. Il semblerait que cette suprématie soit aujourd'hui menacée. Le billet vert, tigre de papier en devenir ?

Chacun sait que les États-Unis tirent un immense avantage du fait que leur monnaie nationale est aussi l'unité de compte utilisée comme monnaie internationale de transactions et de réserve. C'est ce « *privilège exorbitant* », comme disait Giscard, qui leur a permis de faire financer leur dette par des pays étrangers tenus d'accumuler des réserves de titres libellés en dollar pour commercer avec des tiers (à commencer par les « pétrodollars » qui leur permettent d'acheter du pétrole), d'exporter ainsi leur inflation et de se procurer une foule de biens à des coûts artificiellement bas, du seul fait de leur capacité à imprimer des quantités presque illimitées de papier-monnaie. Or, cette suprématie est désormais menacée.

Lors du sommet de Fortaleza, les 15 et 16 juillet derniers, le groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Amérique latine et Afrique du Sud, soit 42,6 % de la population mondiale) a décidé la création d'une Banque de développement et d'un Fonds de stabilisation des réserves monétaires qui rempliront les mêmes fonctions que la Banque mondiale et le FMI, deux institutions largement dominées par les États-Unis depuis leur création. La nouvelle banque, dotée d'un capital initial de 100 milliards de dollars, aura son siège dans la capitale économique de la Chine – Shanghai – et n'utilisera que les monnaies des pays émergents. C'est l'accord financier multilatéral le plus important signé depuis 1945. Le dollar voit ainsi son monopole entamé, tandis que la Banque mondiale et le FMI perdent une partie de leurs moyens de pression exclusifs.

Autre événement : la signature, au mois de mai, d'un formidable accord portant sur la fourniture de gaz russe à Pékin pour un montant de 400.000 millions de dollars. Cet accord énergétique, conclu pour trente ans et dont on ne connaît pas toutes les clauses, sera négocié en renminbis (yuans) ou en roubles, et non en dollars. Les paiements réciproques en devises nationales, court-circuitant le dollar, s'étaient déjà multipliés ces dernières années. L'accord russo-chinois, en même temps qu'il confirme la volonté de Vladimir Poutine de se rapprocher encore plus étroitement de la Chine pour riposter à l'offensive lancée par les États-Unis contre lui, marque une étape décisive dans cette direction. D'autres clients de Gazprom sont déjà passés du dollar à

l'euro. Russes et Chinois ont donc décidé de tourner monétairement le dos aux États-Unis.

Pour l'écrivain américain Ezra Pound, la création de la la Fed (Réserve fédérale), au siècle dernier, c'est un peu le casse du siècle. Est-ce un peu exagéré ?

C'est une formule. Ce qu'il faut surtout rappeler, c'est que la Réserve fédérale, officiellement créée le 23 décembre 1913, sous la présidence de Woodrow Wilson, est un syndicat de banques privées qui trouve son origine dans une réunion tenue trois ans plus tôt sur l'île de Jekyll par un groupe de banquiers d'affaires. Paul Warburg en fut le premier président. Tout cela est abondamment rappelé dans les livres d'Antony Sutton et Eustace Mullins. Le dollar étant l'étalon de la valeur monétaire dans le système bancaire, la Réserve fédérale est devenue de fait la banque centrale du système monétaire mondial. Elle crée de l'argent à partir de rien et le prête au gouvernement américain contre rémunération. Plus les déficits sont importants, plus elle s'enrichit. Or, la dette publique américaine, qui n'était que de 909 milliards de dollars en 1980, atteint maintenant 17 650 milliards de dollars !

La puissance d'une nation repose en grande partie sur celle de sa monnaie. Celle du dollar est de plus en plus virtuelle, planches à billets et dette publique astronomique obligent : sa chute éventuelle pourrait-elle entraîner celle des USA ?

Il y a déjà bon nombre d'années qu'un certain nombre de pays, à commencer par la Chine et la Russie, souhaitent mettre en place un nouveau système financier international qui ne soit plus fondé sur le dollar. Les derniers développements perturbent de toute évidence le « nouvel ordre mondial » né des accords de Bretton Woods du 22 juillet 1944, qui avaient instauré l'emprise du « consensus de Washington, c'est-à-dire l'hégémonie du dollar dans les transaction internationales (hégémonie encore renforcée après la décision de Nixon de détacher le dollar de l'or en 1971). En même temps qu'elle affecterait tous les pays tiers qui ont constitué des réserves de change en dollars, la chute du dollar affaiblirait considérablement les États-Unis. Si les pays du monde entier cessent d'utiliser le dollar dans leurs transactions, le niveau de vie des Américains pourrait même s'effondrer du jour au lendemain.

La nouvelle architecture financière globale d'un monde émergent multipolaire n'aura donc plus le dollar comme centre de gravité. Comme l'ont dit les dirigeants chinois, cela équivaut à « désaméricaniser » le monde. C'est tout le sens politique et géopolitique de la « dédollarisation » en cours. Après une hégémonie du dollar qui a duré 70 ans (tout comme l'Union soviétique), c'est là un fait historique majeur qui autorise à comparer la chute du « mur du dollar » à celle du mur de Berlin. Gageons qu'il n'en passera pas moins inaperçu aux yeux de ceux qui ne s'intéressent qu'aux anecdotes de la politique politicienne...

Entretien réalisé par Nicolas Gauthier / bvolttaire.fr

'L'Allemagne n'est plus un champion; son économie se contracte et entraîne l'Europe avec elle'

par Audrey Duperron · 14 août 2014 [Express.be](#)

L'Europe est sur le point d'entrer dans une nouvelle période de récession. L'indice allemand ZEW, qui mesure la confiance des investisseurs, est tombé de 27,1 à 8,6, en juillet, la plus forte baisse depuis Juin 2012.

La mise en garde du journal allemand Handelsblatt est sans équivoque : « L'Allemagne n'est plus un champion; l'économie domestique se contracte et entraîne l'Europe à la baisse avec elle » peut-on lire sur sa page d'accueil.

Le Portugal est également aux prises avec une profonde déflation, tandis que le taux de l'inflation en Italie est tombé à 0%.

En Allemagne, ZEW explique que la baisse de l'indice de confiance doit être attribuée à des «activités d'investissement remarquablement réduites de la part de sociétés allemandes, en raison de perspectives de ventes trop incertaines ».

Comme la reprise dans la zone euro reste hésitante, la croissance économique en Allemagne est susceptible d'être plus faible que prévu en 2014. Or, la zone euro est dépendante de l'Allemagne pour sa reprise économique. L'Italie vient de retomber dans une troisième récession en sept ans, et l'économie de la France semble au point mort. Les économistes pensent que l'économie allemande a elle aussi stagné au second trimestre avec une croissance zéro, alors qu'elle avait encore gagné 0,8% au cours du premier trimestre 2014.

En mai, avant que l'UE ne décide d'une nouvelle salve de sanctions contre la Russie, la Commission européenne avait anticipé une croissance de 1,2% cette année et de 1,7% l'année prochaine pour la zone euro. Mais les économistes sondés par Reuters s'attendent à une croissance de 0,2% pour le second trimestre au sein de la zone euro.

Il est évident qu'une croissance plus forte serait nécessaire pour stimuler la création d'emplois et redonner l'oxygène aux pays de l'UE qui en ont tant besoin après avoir été étouffés par la longue récession.

En mai, Steen Jakobsen, l'économiste en chef de Saxo Banque, avait déjà sonné l'alarme, alors que l'économie allemande avait déjà commencé à montrer des signes de faiblesse, au début de la crise ukrainienne, dans un email à la rédaction:

Ce ralentissement défie déjà la logique. Le pays est trop dépendant de l'Asie pour accroître ses volumes d'exportation et trop dépendant de la Russie pour son énergie, deux facteurs qui pourraient entraîner une autre surprise très désagréable vers la fin 2014 »

Personne ne semble croire que l'économie allemande se ralentit, bien que le pays se soit heurté à 4 changements macro-économiques extrêmement négatifs au cours des 12 derniers mois.

L'Europe et l'Allemagne sont en train de payer le prix pour **le fait qu'elles sont déficientes sur le plan énergétique**. Un sujet qui pourrait être mieux placé sur l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'UE.

Au lieu de cela, c'est la fête de la fin de la crise. Le roi est mort, vive le roi ... »

Espirito Santo : CONFLIT D'INTÉRÊT POUR LA BCE

13 août 2014 *par* François Leclerc

En matière financière, suffit-il de s'en tenir aux pires intentions, de suspecter des abominations cachées et ne pas soulever les coins de tapis pour le cas échéant le démontrer ? En d'autres termes, le pire est-il toujours sûr ? Il n'est

pas discutable que le plus intéressant est souvent dissimulé et vient souvent à être découvert tardivement, comme l'illustre la suite du feuilleton Espirito Santo (suivi avec un certain acharnement, il est vrai !): le filon continue de se révéler bon et mérite de continuer à être exploité.

Cela ne va pas toutefois sans mal : « La Banque du Portugal ne commente pas les opérations de financement des banques » a été la seule réponse obtenue par les journaux portugais qui cherchaient à connaître le destin du prêt de 3,5 milliards d'euros de celle-ci à la BES, juste avant sa déconfiture. Question : si ce prêt devait avoir été transféré à Novo Banco, comme cela est vraisemblable, que va-t-il en advenir ? La réponse va sans doute être trouvée du côté de la BCE, qui a rapidement accordé le statut de contrepartie à Novo Banco, lui permettant de financer cette dernière, qui pourra ensuite rembourser la BdP... Comme toujours, il suffit de suivre la piste de l'argent !

La BCE a joué dans les coulisses un rôle qui commence à transparaître. Elle s'est en effet trouvée placée au centre d'un dilemme quand il a fallu mettre au point l'opération de sauvetage de la BES. La loi européenne en vigueur prévoit en effet que les créanciers seniors pourront être appelés à contribuer au financement d'une banque en faillite, selon la nouvelle formule du *bail-in*. Mais ils ne l'ont pas été, car l'un des principaux détenteurs de ces créances n'était autre que la BCE (et pour 300 millions d'euros un fonds souverains chinois) ! Celle-ci détenait en effet à la fin juin 7,4 milliards d'euros d'obligations seniors émises par la BES au titre de collatéral et garanties par l'État portugais, dans le cadre de ses opérations de LTRO (crédit à long terme aux banques). Si les créanciers seniors (et pas seulement les détenteurs des créances subordonnées) avaient été appelés à combler le trou de la BES, cela serait revenu à faire participer les États européens, via l'Eurosystème et leurs banques centrales nationales, au sauvetage de la BES, en totale contradiction avec la directive communautaire et la future Union bancaire.

Une leçon de portée générale peut être tirée de cette édifiante histoire, sachant que l'en-cours de la BCE vis-à-vis des banques européennes était au 1er août de 535 milliards d'euros (prêts dits LTRO non encore remboursés), auquel il faut additionner 74,2 milliards d'euros d'« autres créances » auprès de celles-ci. Chargée de la supervision des banques, la BCE est donc au centre d'un conflit d'intérêt potentiel : toute évaluation de sa part la conduisant à impliquer les créanciers seniors dans le sauvetage d'une banque,

comme il est prévu, la toucherait donc en premier lieu... De quoi douter de l'accomplissement sans faille de sa mission dans l'avenir !

Les 1.001 manières de faire plaisir aux actionnaires

14 août 2014 *par* Paul Jorion

On peut faire plaisir aux actionnaires, et aux détenteurs de *stock-options*, en remplaçant les salariés par des robots ou par des logiciels : ceux-ci ne reçoivent pas de (beuark !) salaire et on ne verse pas pour eux de charges sociales (quand ils sont foutus, on les envoie à la casse !).

Mais il est possible de faire plaisir aux actionnaires et aux détenteurs de *stock-options* – miracle de la technique moderne ! – en supprimant des emplois **sans même** les remplacer par des robots et logiciels, ainsi [Cisco](#), la firme américaine qui construit des serveurs informatiques, a annoncé hier qu'elle licencierait 6.000 personnes, soit 8% de sa main-d'oeuvre, et consacrait 1,5 milliard de dollars de ses bénéfices au rachat de 61 millions de ses actions, augmentant ainsi leur rareté pour les acheteurs éventuels et diminuant le nombre d'actionnaires entre qui distribuer des dividendes.

Au total, depuis 2011, Cisco aura licencié 21.000 salariés et racheté ses propres actions pour un montant de 21,9 milliards de dollars.

Il y a quand même pour nous consoler, un petit bon dieu qui a fait [chuter les ventes de Cisco de 23%](#) au cours du trimestre écoulé, ce petit bon dieu est la NSA (National Security Agency) dont une photo circule la montrant introduisant une *backdoor* dans un serveur, leur permettant de savoir [tout ce qui s'y passe](#). Les Chinois n'aiment pas ça apparemment et ont arrêté leurs achats de produits Cisco – allez comprendre pourquoi ?

Les épargnants sont pénalisés par la baisse des taux

Thierry Ternier [Express.be](#) 13 août 2014

La Banque centrale européenne (BCE) vient d'écrire l'histoire. Dans une tentative de relancer l'économie et de limiter le risque d'inflation, une série de mesures drastiques ont été introduites. Parmi celles-ci: le taux de dépôt. Il s'agit des intérêts que perçoivent les banques lorsqu'elles placent leurs liquidités excédentaires auprès de la BCE. Ce taux est, pour la

première fois de l'histoire, négatif. Cela signifie que les banques doivent à présent payer un intérêt sur leurs propres liquidités, au lieu d'en recevoir.

Cette mesure peut donc bien représenter une bonne nouvelle pour l'économie, ce sont sans doute les épargnants qui vont en payer les conséquences. Il semble à présent inévitable de voir baisser à nouveau les taux sur les comptes d'épargne.

Tout le monde cherche le profit

Dans ce climat de taux extrêmement bas, non seulement les investisseurs privés, mais également les institutions (telles que les assureurs) sont à la recherche du profit. Les obligations sont surévaluées, les obligations à haut risque se vendent comme des petits pains, et même le marché des actions atteint des sommets inexplorés. Tous ces phénomènes découlent du fameux effet TINA (There Is No Alternative).

Cependant, TINA peut conduire à de dangereuses bulles. L'éclatement de l'une d'elles pourrait entraîner une nouvelle crise financière, chose que tout le monde, BCE comprise, doit éviter comme la peste.

Vos investissements sont-ils protégés ?

Même si nous ne croyons pas que la situation soit sur le point de basculer vers une nouvelle correction, une dose raisonnable de prudence est souhaitable. Un portefeuille bien diversifié, doublé d'une série de techniques simples de protection (telles que les ordres stop loss) constituent un mécanisme de défense efficace que tout investisseur doit envisager.

Sanctions économiques: le numéro 1 russe du pétrole demande 31 milliards d'euros d'aides à Poutine

LaTribune.fr 14 août

Igor Setchine, le PDG du groupe pétrolier Rosneft visé par des sanctions économiques des États-Unis, a demandé de l'aide au gouvernement russe, rapporte jeudi le journal Vedomosti.

Le géant russe du pétrole Rosneft a appelé à l'aide le gouvernement russe. Il lui a demandé un soutien financier, qui pourrait atteindre 30 milliards d'euros,

[rapporte jeudi le journal Vedomosti](#). Le groupe est visé par des sanctions économiques des États-Unis liées à la crise ukrainienne qui réduisent depuis juillet son accès aux financements sur les marchés américains

Le directeur général Igor Setchine, un proche du président Vladimir Poutine, propose au gouvernement cinq scénarios d'aide, indique le quotidien économique, citant des sources dans le secteur pétrolier et gouvernementales.

Puiser dans le fonds russe créé à partir de revenus... pétroliers

Le plus coûteux consisterait à puiser 1.500 milliards de roubles (31 milliards d'euros) dans le fonds russe créé pour mettre de côté une partie des revenus pétroliers en prévision de temps de crise, ajoute le journal. Contacté par l'AFP, Rosneft, contrôlé à près de 70% par l'État russe, s'est refusé à tout commentaire.

Selon *Vedomosti*, le ministre de l'Économie a adressé au ministère de l'Énergie une analyse des propositions du groupe mais des sources interrogées par le journal ont mis fortement en doute la faisabilité d'un tel soutien.

Le groupe représente plus de 40% de la production d'or noir de la Russie, premier producteur mondial très dépendant des exportations d'hydrocarbures. La production du pays a fortement progressé ces dernières années grâce à la remise en marche de gisements datant de l'époque soviétique, mais les analystes craignent désormais un déclin de ces champs pétroliers faute d'investissements massifs.

Rosneft avait pourtant un plan

Au moment de la publication [de ses résultats trimestriels le 25 juillet](#), le groupe avait assuré que ses projets avançaient comme prévu et étaient financés dans les temps. Il avait cependant indiqué travailler "*à un plan destiné à minimiser les conséquences*".

Après l'introduction des sanctions américaines, l'agence Moody's s'était alarmée de leurs conséquences sur les projets du groupe et ceux du producteur de gaz Novatek, lui aussi sanctionné. Elle relevait que Rosneft faisait face à des remboursements totalisant 26 milliards de dollars d'ici à fin 2015.

L'ancien groupe pétrolier de Khodorkovski

Rosneft, qui s'est construit sur les ruines du pétrolier Ioukos de l'opposant Mikhaïl Khodorkovski, a connu ces dernières années une expansion considérable à coups de grosses acquisitions. Il s'est pour cela lourdement endetté : son endettement atteignait au deuxième trimestre la somme de... 31 milliards d'euros.

Il a également multiplié les partenariats avec les groupes internationaux: le britannique BP détient environ 19% de son capital et l'américain ExxonMobil est lié à lui par un accord de coopération destiné à l'Arctique.

SCANDALE : L'or allemand a disparu!



<https://www.youtube.com/watch?v=XDDguWv2KAE>

La zone euro est en voie de « Japonisation »

Qui perd gagne Posted on 13 août 2014

France : une faiblesse de l'inflation lourde de conséquences économiques-Boursorama

La France a connu en juillet une **glissade saisonnière des prix** qui ne la condamne pas encore à la déflation, mais qui entretient l'inertie économique, tout en neutralisant les efforts de rigueur budgétaire.

- L'écart des prix sur douze mois, de juillet 2013 à juillet 2014 , le « taux d'inflation » connu du grand public, est ressorti à 0,5%, descendant à 0,4% hors tabac.
- 0,5%, c'est encore un chiffre positif, et ce n'est donc pas la déflation, cette baisse franche et prolongée des prix paralysant progressivement l'activité

Mais c'est bien **en-dessous d'un niveau sain d'inflation, estimé à un peu moins de 2%** par la Banque centrale européenne.

Or, dans une France où l'investissement des entreprises est figé et la dépense publique comprimée, la consommation est le dernier relais de croissance.

Le risque, d'une spirale baissière des prix, est que les consommateurs reportent leurs achats dans l'espoir de prix toujours plus bas.

Conjugué à une faible croissance, le niveau trop bas des prix neutralise les efforts budgétaires.

Les économistes s'attendent à ce que l'Insee annonce jeudi une quasi-stagnation du produit intérieur brut (PIB) au deuxième trimestre.

La croissance faible diminue les recettes fiscales, sans permettre de réduire les dépenses sociales.

- La faible inflation, elle, a pour conséquence que la TVA, première source de financement de l'Etat, ne « rentre » pas au rythme espéré, puisqu'elle est calculée en pourcentage des prix de vente.
- Le dérapage est important : le gouvernement a rédigé son budget 2014 avec une hypothèse d'inflation annuelle moyenne de 1,2%, là où le taux ne s'est établi qu'à 0,5% en juillet.

Dans ces conditions, impossible ou presque à la France de ramener son déficit public à 3,8% cette année.

L'apathie des prix se généralise en zone euro, en dépit des tentatives de la Banque centrale européenne pour les ranimer.

- L'Espagne, le Portugal et la Grèce sont en déflation
- L'Allemagne, a affiché en juillet son plus bas taux d'inflation depuis février 2010 (+0,8%).



Mon Dieu !...La zone euro est en voie de « Japonisation ».

- Le Japon, troisième économie mondiale, est englué depuis près de deux décennies dans la déflation et la stagnation économique, tout en ayant à supporter des déficits publics colossaux.

L'Argentine porte plainte contre les États-Unis devant la Cour Internationale de Justice

août 8th, 2014 | by Mickael - Fondateur de News360x



<https://www.youtube.com/watch?v=KHijjeSshkE>

Buenos Aires accuse les États-Unis de violer sa souveraineté et son immunité judiciaire. En cause des fonds spéculatifs américains qui ont refusé de participer à la restructuration de la dette argentine. Comment en est-on arrivé là ? Cette procédure a-t-elle des chances d'aboutir ? En défaut, que risque l'Argentine ?

La France en faillite

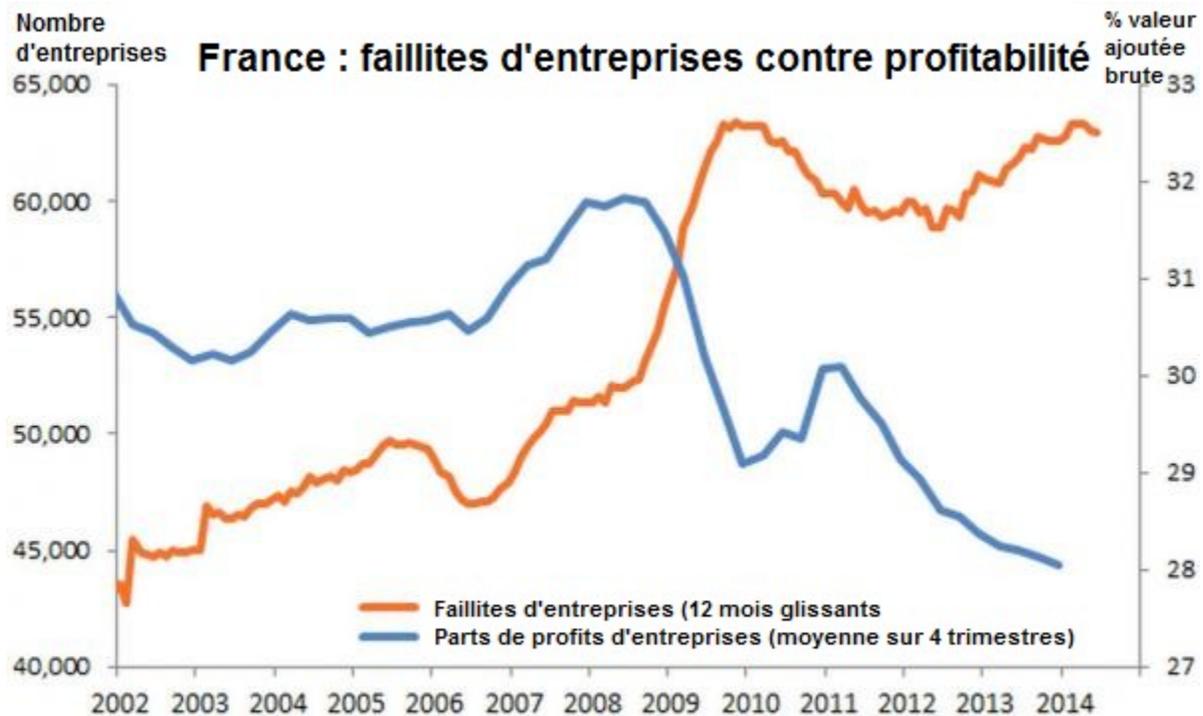
par Lionel Ségaut mercredi 13 août 2014 Agoravox

Avec le chômage à un niveau record, la France subit un quasi-record de faillites d'entreprises privées. Pendant ce temps, le taux de rendement des emprunts d'Etat se trouve sous les 1,5%... la Banque Centrale Européenne est donc à la manoeuvre pour empêcher un cataclysme économique en conservant une politique monétaire extra-accomodante (ou l'art de cacher aux populations que le tissu économique Français est en faillite...).

La faillite de la France en images...

Constatons la divergence flagrante entre la profitabilité en baisse des profits et la croissance des faillites.

Une preuve qu'il est impossible de créer plus d'emplois avec de moins en moins d'entreprises rentables.



Source: Banque de France, Bloomberg, Eurostat

BloombergBriefs.com

Le président du MEDEF, Pierre Gattaz, a d'ailleurs appelé à la fin de la semaine de travail à 35 heures.

"La situation économique du pays est catastrophique ... si la France était une entreprise, elle serait en faillite."

M. Gattaz a ajouté que les efforts du gouvernement sont insuffisants et que **le train de vie de l'Etat doit être considérablement réduit.**

Comme d'habitude, le président Hollande agit comme une ménagère capricieuse au lieu de reconnaître le surendettement pathologique de son foyer en réclamant que Mr Gattaz (en bon conseiller en recrutement) doit surveiller son langage...

[La quintessence de la mondialisation néolibérale](#)

par [Robert Bibeau](#) jeudi 14 août 2014 Agoravox

Contre la nova-langue lénifiante

Nombre d'intellectuels font des efforts pour ne pas se laisser formater par la nova-langue néolibérale. Cependant, à partir d'exemples tirés des médias de

la gauche réformiste nous verrons que ce n'est pas le maître des mots qui est le maître de la pensée magique comme ils aiment à l'imaginer. C'est plutôt le maître de l'économie qui commande les pensées de la « nation » et de ces intellectuels biens pensants.

Il est pourtant requis, comme l'affirme l'altermondialiste, de déconstruire cette nova langue irritante au service de la classe dominante. Mais il est tout aussi nécessaire de reconstruire le discours à partir de la théorie de la classe ouvrière. Car le maître des moyens de production économique est le maître de la vie politique, et il est également le maître de l'idéologie, et aussi, le maître des pensées. Se libérer de cette chaîne d'aliénation requiert des efforts heuristiques et un combat de principe sur le front idéologique.

Un auteur, rompu à la nova-langue, dont il cherche à se défendre, a eu ces mots pour décrire la mondialisation néolibérale : « La mondialisation est le processus par lequel un maximum de richesse est concentré en un minimum de mains, au détriment d'un maximum de gens. Mondialiser, c'est agrandir le gâteau plutôt que de partager les richesses » (1).



Mondialisation, globalisation, intégration

Mondialiser, ce n'est pas « agrandir le gâteau », ni concentrer la richesse. Si le gâteau capitaliste mondialiser grandissait il n'y aurait pas de crise économique, et l'ouvrier continuerait de recevoir son salaire – peut-être même majoré – et le SDF, le chômeur et l'indigent, recevrait leur prestation d'aide sociale et d'assurance chômage et il n'y aurait pas de crise sociale ni de crise économique.

Mondialiser l'économie ce n'est pas une théorie visant à comprendre le mécanisme de la production des marchandises pour le bien collectif. Mondialiser l'économie est un acte collectif défensif (de la part de ceux qui administrent). Une politique économique pour contrer le phénomène de décroissance économique globalisée et à endiguer le processus de baisse tendancielle du taux de profit.

Plus loin l'auteur ajoute : « Des dirigeants qui présentent comme une vérité dogmatique un certain nombre de concepts comme celui de la nécessité d'intégrer la mondialisation « La mafarra minha », elle est inéluctable... même si ça introduit le renard dans le poulailler » [et l'analyste d'ajouter] la conséquence est que les sociétés contemporaines deviennent de plus en plus interdépendantes et que le monde est soumis à de puissants processus d'uniformisation au profit d'une oligarchie ». (1)

De fait, le rapporteur oublie que le renard a toujours été dans le poulailler – c'est ce canidé qui a construit le poulailler pour y entreposer ses poules et leurs couvées pour les faire travailler à vil salaire, puis, pour les exproprier de leur surtravail non payé. Les mondialistes, les exploitants et les prétendants aux strapontins des parlements savent que la mondialisation et l'interdépendance sont inévitables. La preuve en est qu'elle s'épand inexorablement et que nul ne peut l'entraver, la contrer, pas même la réguler. Il doit bien y avoir une explication à ce paradoxe où quelque chose de mauvais pour le sujet souffrant est tout de même imposé par l'officiant, à son corps défendant.

Le rapporteur nous indique que les sociétés contemporaines deviennent du fait de la mondialisation-globalisation de plus en plus uniformisées et aliénantes, ce qui devrait signifier que les pays du tiers-monde comme l'Ouzbékistan, le Kazakhstan et l'Afghanistan s'approchent des standards d'existence de l'Europe de l'Ouest et de l'Amérique du Nord. Nous ne croyons pas que ce soit le cas sinon que les conditions de vie dans les pays du

Nord se dégradent dangereusement sans que les conditions de survie dans les pays du Sud s'améliorent sensiblement (sauf en Chine pour le moment, et pour un temps).

L'analyste propose une hypothétique explication à cette complication : « Que peuvent faire les faibles dans un monde où la fortune de 6 milliardaires est plus importante que celle de 1,2 milliard de personnes ? Est-ce moral que le revenu moyen annuel d'un Africain soit égal au revenu journalier d'un Suisse ? La mondialisation est un venin idéologique qui a empoisonné les cerveaux des responsables englués dans la soumission aux dogmes néolibéraux. Un fatalisme du politique qui s'est distillé dans l'opinion publique » (1).

Le problème de la mondialisation-globalisation est-il un problème de soumission et de morale, et envers qui y-a-t-il soumission ? Le chroniqueur a raison de s'indigner, mais il rate sa cible quand il condamne la « soumission » et accuse le « fatalisme politique distillé » d'être les sources du cataclysme de la mondialisation néolibérale. La mondialisation n'est pas un « venin idéologique ». La mondialisation n'est pas une mauvaise idée ou une politique délurée, mais une réalité économique vécue quotidiennement, par des milliards de gens impuissants. Ce n'est même pas l'iniquité dans la répartition des richesses, c'est pire que cela.

Pour analyser et comprendre le phénomène de la mondialisation de l'économie capitaliste néolibérale, il faut mettre les choses en perspective. Ainsi, Pierre Bourdieu du Collège de France, a écrit : « Le monde économique est-il vraiment, comme le veut le discours dominant, un ordre pur et parfait, déroulant implacablement la logique de ses conséquences prévisibles, et promptes à réprimer tous les manquements par les sanctions qu'il inflige, soit de manière automatique, soit – plus exceptionnellement – par l'intermédiaire de ses bras armés, le FMI ou l'OCDE, et des politiques qu'ils imposent : baisse du coût de la main-d'œuvre, réduction des dépenses publiques et flexibilisation du travail ? Et s'il n'était, en réalité que la mise en pratique d'une utopie, le néolibéralisme, ainsi converti en programme politique (...) ? » (1)

**Un mode de production avalise les rapports de production –
l'économique commande au politique**

Pierre Bourdieu tente ici de stigmatiser la politique néolibérale. Pierre

Bourdieu fait ici la même erreur que tous les critiques altermondialistes et économistes indignés. Ce n'est pas l'idée de mondialisation néolibérale qui impose sa loi à l'économie mondiale. C'est l'économie mondialisée, globalisée qui impose son diktat à l'idéologie et à la politique néolibérale mondiale.

Un mode de production – le mode de production capitaliste mondialisé néo libéralisé – sert de fondement concret aux rapports de productions sociaux. En termes simples, si le mode de production capitaliste a évolué vers la mondialisation, la globalisation, l'intégration des conglomerats d'entreprises multinationales, et vers l'intégration cybernétique du capital industriel, bancaire et boursier pour constituer un amalgame de capital financier internationalisé c'est qu'il s'agit d'une nécessité impérative de survie et de valorisation – reproduction élargie du capital.

La crise économique est une crise de surproduction dans un monde de privation

Il y a un siècle Marx écrivait dans *Das Kapital* : « Surproduction de capital ne signifie jamais que surproduction de moyens de production – instruments de travail ou moyens de subsistance – qui peuvent fonctionner comme capital, c'est-à-dire servir à l'exploitation du travail à un degré donné d'exploitation. Une baisse du degré d'exploitation au-dessous d'un certain point, provoque, en effet, des perturbations et des arrêts dans le processus de production capitaliste, des crises, voire la destruction du capital. Il n'y a pas de contradiction dans le fait que cette surproduction de capital s'accompagne d'une surproduction relative plus ou moins considérable. Les circonstances qui ont augmenté la productivité du travail, accru la masse des marchandises produites, étendu les marchés, accéléré l'accumulation du capital en valeur autant que dans sa masse et diminué le taux de profit, ces mêmes circonstances ont produit et produisent constamment une surpopulation relative, une surpopulation d'ouvriers que le capital surabondant n'emploie pas à cause du faible degré d'exploitation du travail auquel il serait contraint de les employer, ou du moins à cause du faible taux de profit qu'ils rapporteraient à ce niveau donné d'exploitation. En outre, la baisse du taux de profit en raison de l'accumulation provoque nécessairement une lutte concurrentielle. (...) la baisse du taux de profit provoque la concurrence entre les capitalistes, et non inversement de celle-ci à celle-là. Le but du capital

n'est pas de satisfaire des besoins. Mais de produire du profit (...) (2).

La mondialisation néolibérale n'est pas une mauvaise direction empruntée par le système économique capitaliste. C'est la seule voie d'évolution que ce système pouvait emprunter – ceci est congénital inscrit dans les gènes de l'impérialisme et nul politicien, banquier ou financier ne peut le détourner de sa trajectoire obligée.

L'opération médiatique, idéologique, théorique, pseudo-scientifique, « utopiste » disait Bourdieu, après Proudhon et Bakounine, n'est qu'une opération de « cover-up » visant à tenter de justifier ce qui ne peut fonctionner, mais qui s'avère nécessaire malgré la misère qu'elle entraîne pour les ouvriers du monde entier. Que ce soit les propagandistes du néolibéralisme ou les critiques du consumérisme tous participent à une mystique communaliste pour faire croire que les politiques, les économistes, les « banksters » et les requins de la finance peuvent interférer le moins dans le cours de l'évolution économique capitaliste inévitable.

L'Utopie de la Charte de La Havane avortée

Poussons plus loin notre investigation. Revenons encore une fois à notre adroit critique du néolibéralisme. Il écrit : « Une OMC vertueuse : la Charte de La Havane mort-née. On se souvient de la Charte de La Havane créée en 1948 et signée par 53 nations, mais jamais appliquée. Elle prévoyait la création d'une Organisation internationale du commerce (OIC) totalement intégrée à l'ONU, mais elle n'est pas ratifiée par le Congrès américain. Cette charte abandonnée sera remplacée par la création de l'OMC (Organisation mondiale du commerce). » (1) À la lecture de ce panégyrique la question qui nous vient à l'esprit est pourquoi tant de vertus ont-elles été oubliées ? Pourquoi les 53 pays signataires n'ont-ils pas poursuivi leur vœu de coopération fraternelle ? Pourquoi le BRICS et le Club des 77 ne ressuscitent-ils pas ce palimpseste délaissé ? (3)

C'est tout simplement qu'en vertu des lois inexorables de l'économie politique capitaliste, une telle charte vertueuse ne pouvait fonctionner puisqu'elle allait à l'encontre du modèle de développement mondialiste libéralisé. Prenons les articles 3 et 4 de cette charte vertueuse. Ils ont écrit ceci : « Son principe directeur est basé sur l'équilibre de la balance des paiements qui veut qu'un pays ne puisse baser son économie sur un excédent structurel de sa balance des paiements aux dépens des déficits structurels des

autres pays (art 3 et 4 de la charte) » (4).

L'économie capitaliste est anarchique

Aucun pays sur Terre ne contrôle sa balance des paiements internationaux. Cette balance des paiements est le résultat aléatoire du commerce privé des marchandises – matières premières, produits semi-ouvrés, et produits transformés – et des transferts publics et privés de capitaux – remboursements de dettes publiques, investissements et rapatriement des profits privés des entreprises (même des entreprises nationalisées) – dont la moitié à ce qu'on dit transite secrètement par des paradis fiscaux illégitimes, au su et au vu des gouvernements obéissants. Pire, ces articles manquent totalement leur cible. En phase impérialiste ascendante, la balance des paiements internationaux des É.-U. était outrageusement excédentaire, et il en est demeuré ainsi pendant deux décennies. Aujourd'hui, la situation est inversée et le même pays (É.-U.) est depuis vingt ans en déficit astronomique de sa balance commerciale et de sa balance des paiements internationaux. Par contre, la Chine a subi exactement le sort inverse. En 1948, son insignifiante balance des paiements était déficitaire. Aujourd'hui, sa balance commerciale et sa balance des paiements sont outrageusement excédentaires. La Chine aurait peut-être eu intérêt à signer l'accord à La Havane en 1948 et depuis dix ans elle aurait intérêt à déchirer ce parchemin. La Charte de La Havane n'était qu'un utopique coup d'épée dans l'eau. L'économie capitaliste est une économie anarchique dont les chefs d'État ne contrôlent aucunement les paramètres.

Ententes et accords internationaux néolibéraux

Un accord international, une entente, une charte commerciale, ou tout autre traité ne précède jamais et ne structure jamais à l'avance une situation commerciale et il n'oriente jamais une conjoncture économique. C'est le contraire. Accords, ententes, traités et chartes internationales cristallisent et entérinent une situation de fait, déjà mise en place à l'échelle internationale. La réalité économique devance et ordonne la politique et la diplomatie des États, jamais l'inverse. Si différentes ententes de libre-échange sont en cours de négociation entre le Canada, la Chine, les États-Unis, l'Europe, Taiwan, la Corée, le Japon et moult autres pays à travers le monde c'est que les échanges sont déjà en cours. La délocalisation industrielle est déjà opérante. Les ouvriers sont déjà placés en concurrence les uns contre les autres et ces

traités viennent normés, à l'avantage des conglomérats multinationaux, ces échanges de marchandises, de capitaux et de main-d'œuvre (5).

Oui, la mondialisation, la globalisation et l'intégration mondiale des économies nationales sont inéluctables, conséquences obligées de la mondialisation et de l'intégration des entreprises impérialistes mondiales étendant leurs tentacules (supranationales) sur tous les continents. Qui veut s'opposer et contrer ce processus obligé ne doit pas pleurer, quémander ou implorer les larbins politiques, médiatiques de ces puissances englobantes et mondialisantes. Il doit les combattre et surtout proposer une alternative systémique tout aussi englobante et intégrante.

Le capital ne se distribue pas, il s'accumule ou il se volatilise

La crise économique systémique, accentuée en 2008, et qui est en cours, n'est pas une crise de partage du gâteau des richesses disponibles. C'est exactement le contraire. La mondialisation, la globalisation, l'intégration économique intercontinentale se veulent des solutions bidon à la crise économique. Ces développements économiques et financiers internationaux, ces politiques d'austérité commandées par la politique mondiale, visent simplement, dans chaque pays, à transférer le fardeau de la crise de surproduction des moyens de production, la crise de sous valorisation des profits, la crise de sous reproduction du capital, la crise que l'on retarde par le crédit insolvable ; à transférer ce fardeau sur le dos des ouvriers et de tous les salariés, seuls producteurs des richesses sociales.

Quand nous écrivons sur le dos de tous les salariés nous voulons signifiés que le capital monopoliste dans son désespoir, voyant diminuer ses taux moyens de profits par branche industrielle et par secteur d'activité, n'a pas d'autre choix que de ponctionner ses premiers alliés, les petits-bourgeois mieux payés qui se sentent délaissés, puis tous les autres salariés. Ainsi, au Canada les policiers, les pompiers, les juristes des services publics, les employés municipaux, les facteurs, les employés de la fonction publique (fonctionnaires et professionnels), et du parapublic (enseignants, infirmières, ambulanciers et paramédicaux), les ouvriers et des centaines de milliers de travailleurs salariés se préparent à une bataille rangée pour sauver leur régime de retraite menacée par l'État policier qui a reçu mission de sauver les profits des capitalistes monopolistes canadiens. Ce que la petite bourgeoisie et les travailleurs d'Argentine, de Grèce, du Portugal, d'Espagne et des États-Unis

ont déjà vécu sera bientôt le lot de nombreux salariés spoliés à travers le monde entier (6).

Les mesures d'austérité imposées visent toutes à contrecarrer la baisse appréhendée des profits et à pallier l'improbable valorisation du capital financier global. Les mesures d'austérité envisager ont pour objectif de réduire la portion du salaire nécessaire afin d'augmenter sa contrepartie, la portion de surtravail exproprié et non payé. Mesures d'austérité en amont par des hausses de productivité ; mesures d'austérité en aval en grugeant le pouvoir d'achat des salariés et en dévalorisant leur salaire (7). Tournez et retournez toutes les équations concoctées par Piketty et ses amis et vous reviendrez toujours à ces simples lois de la valeur et de la plus-value de l'économie capitaliste (8).

Les actifs spéculatifs

Pourtant dira-t-on les dividendes des banques et les actifs en bourse n'ont jamais été aussi élevés, 23% en moyenne pour les banques américaines en 2014 (9). Rappelons simplement que les taux de profits, les actifs spéculatifs et les indices boursiers étaient tout aussi élevés en 2007, l'année qui a précédé le krach financier. Tous ces deniers accumulés dans les portefeuilles des « boursicoteurs » et des « banksters » ne sont que monnaie de pacotille volatile qui disparaîtra à la chaleur du volcan de la crise systémique cyclique (10).

Revenons à notre analyste altermondialiste. Il demande : « Que peuvent faire les faibles pour échapper à la mondialisation ? » Rien, puisque les milliardaires eux-mêmes ne peuvent rien faire pour sauver leur système économique anarchique. Le gagne-petit, le salarié et l'ouvrier sans aucun pouvoir ni idéologique, ni politique – les élections démocratiques n'étant que foires d'empoigne – surtout, sans aucun pouvoir économique, ne peuvent ni réformer, ni réchapper ce mode de production délabré. Il ne saurait transformer les rapports de production qui découle de ce système capitaliste sur lequel le salarié n'a aucune « poignée » surtout pas munie de son misérable bulletin de scrutin aux odeurs de narguilé. Il est faux de prétendre qu'une « Action citoyenne dans le cadre de la société civile peut faire fléchir la mondialisation ». Ce slogan du Sommet des Amériques en 2001 se révèle inopérant treize années après l'événement.

La globalisation – la coopération internationale – l'échange et le partage

équitable sont d'excellentes choses mais qui sont impossibles sous régime capitaliste anarchique et narcissique, basé sur la propriété privée et l'accumulation de la plus-value expropriée aux ouvriers. La coopération sera possible seulement sous un nouveau mode de production générant de nouveaux rapports de production sous la direction de la classe ouvrière hégémonique.

L'ouvrier et ses alliés salariés, munis de leur direction de classe, devront se révolter pour expulser ces incompetents et leurs banquiers et ils devront s'emparer de tout le pouvoir économique, politique et médiatique sinon nous voguerons de Charybde en Scylla. Mais ne brûlons pas les étapes. Voici que nous présentons les conclusions de ce qui sera un long sentier de sacrifices et de difficultés, mais il n'y aura pas moyen de l'éviter (10).

Complément de lecture : Manifeste du Parti ouvrier mondial (2014).

<http://www.publibook.com/librairie/...>

- (1) <http://www.oulala.info/2014/07/less...> (2) K. Marx. Extrait du Capital – Troisième section – Contradictions internes. (3) <http://www.agoravox.fr/actualites/e...> et aussi <http://www.les7duquebec.com/non-cla...> (4) <http://www.oulala.info/2014/07/less...> (5) <http://www.les7duquebec.com/7-au-fr...> et aussi sur les accords et les traités <http://www.les7duquebec.com/actuali...> (6) La lutte gréviste des employés de la fonction publique québécoise. 27.08.2014 <http://> (7) L'hyperinflation en France <http://www.agoravox.fr/actualites/e...> (8) Résultats des banques et des bourses. Alerte à la bulle ! <http://www.les7duquebec.com/actuali...> (9) <http://www.les7duquebec.com/actuali...> (10) <http://www.robertbibeau.ca/VolumeDe...>

Une guerre mondiale...probable !

Publié le 13 août 2014 par actualites des 7 **(R.Bibeau)**



Source : IRIB- (le réseau d'information iranien). <http://french.irib.ir/>

Un document extraordinaire publié le 31 juillet 2014 sur les préparatifs militaires américains demande au Pentagone de se préparer à mener en même temps pas moins d'une demi-douzaine de guerres, dont des guerres où l'adversaire dispose d'armes nucléaires.

Ce document intitulé “Ensuring a Strong Defense for the Future,” (Assurer une défense forte pour l’avenir) a été rédigé par le National Defense Panel, un groupe d’anciens haut responsables militaires et civils, chargés par le Congrès de fournir un examen critique du document officiel de préparatifs du Pentagone publié en début d’année, le Quadrennial Defense Review 2014.

Le National Defense Panel est dirigé conjointement par William Perry, ministre de la Défense du gouvernement Clinton et le général John Abizaid, ancien chef du commandement central américain. Parmi ses membres on compte quatre autres généraux à la retraite, ainsi que Michèle Flournoy, ancienne ministre adjoint à la Défense sous Obama et Eric Edelman, néoconservateur en vue et sous-secrétaire à la Défense dans le gouvernement de George W. Bush.

Ce groupe est donc bipartite et représente l’ensemble du spectre de l’élite responsable de la sécurité dans le Washington officiel. Son rapport est sorti sous les auspices d’une agence financée au niveau fédéral et qui se consacre à l’étude de la guerre et dont le nom, dans la plus pure logique orwellienne, est l’ US Institute of Peace (l’Institut américain pour la Paix.)

Ce document met en garde contre les dangers confrontant les Etats-Unis, avec en **premier lieu le pouvoir grandissant de la Chine** et de la Russie, suivi par la Corée du Nord, l’Iran, l’Irak, la Syrie, l’ensemble du Moyen-Orient, puis l’Afrique. **La Chine et la Russie sont ainsi placées en haut de la liste des cibles potentielles** pour une action militaire américaine, devant les trois pays choisis par George W. Bush dans son fameux discours de 2002 sur « l’Axe du mal. »

Ce document fait remarquer que depuis les deux dernières décennies, depuis l’effondrement de l’Union soviétique en 1991, la doctrine de défense des Etats-Unis exige qu’il soit possible de **mener de front deux guerres majeures**. Puis il exige que l’on procède à un changement radical dans cette doctrine:

«Etant donné que le climat de menace empire, nous estimons qu’une structure plus expansive des forces militaires, une qui soit différente de celle permettant de mener de front deux guerres, mais tout aussi puissante, est appropriée. »

Un peu plus loin des précisions sont apportées:

«Nous estimons ... **que la capacité à mener une guerre mondiale est la** condition sine qua non d'une superpuissance et donc une condition essentielle à la crédibilité de la stratégie de sécurité nationale globale des États-Unis. Dans le climat actuel de menace, il serait possible que l'on fasse appel aux États-Unis pour dissuader ou combattre dans plusieurs régions durant des périodes qui se recourent: sur la péninsule coréenne, en Mer de Chine orientale ou du Sud, au Moyen-Orient, en Asie du Sud et très probablement en Europe. Les États-Unis sont aussi confrontés à la perspective de combattre des adversaires disposant de l'arme nucléaire. De plus, la propagation d'Al Qaïda et de ses dérivés dans de nouvelles régions en Afrique et au Moyen-Orient signifie que l'armée américaine doit être capable de supporter des opérations de contre-terrorisme et de défendre la patrie américaine même lorsqu'elle est engagée dans des conflits régionaux à l'étranger.

Cette liste suggère que les États-Unis doivent se préparer à combattre cinq ou six guerres majeures simultanément. Ce n'est rien de moins que d'exiger que l'impérialisme américain commence à se préparer à mener une guerre mondiale qui menacerait d'extinction l'humanité entière.

Présenter la Chine et la Russie comme des cibles probables de l'action militaire américaine a des implications des plus sinistres, étant donné que ces deux pays disposent des deuxième et troisième plus importants arsenaux nucléaires de la planète, derrière les États-Unis.

Le rapport soutient la position du gouvernement Obama de « ré-équilibre » des forces militaires américaines afin de confronter la Chine, décrivant cette initiative stratégique comme étant un effort visant à réaffirmer **«la primauté de la région Asie-Pacifique parmi les intérêts sécuritaires des États-Unis.»**

Quant à la probabilité qu'une telle guerre éclate, il faut faire remarquer que le National Defense Panel discute des détonateurs possibles pour une conflagration majeure, notamment en Extrême-Orient. Le langage est peut-être truffé de jargon mais il n'empêche que la perspective fait froid dans le dos. « La prolifération de systèmes ne nécessitant pas de pilote et qui sont de plus en plus autonomes en Asie-Pacifique ainsi qu'au Moyen-Orient, par exemple, aura un impact préjudiciable sur la capacité à maintenir la stabilité lors d'une crise ou à gérer l'escalade si un conflit survenait. Ces systèmes,

combinés à la prolifération d'armes offensives et défensives dans le cyberspace et l'espace lui-même, affecteront grandement la relation entre la capacité militaire offensive et défensive dans les régions clé, augmentant le risque qu'une crise ne se transforme rapidement en un conflit avant que les décideurs politiques et les commandants militaires n'aient le temps nécessaire pour réagir.»

Pour dire les choses simplement, une guerre majeure peut être déclenchée par l'interaction d'armes fixées sur des drones et de systèmes de riposte automatisés des deux côtés, sans même qu'il y ait d'intervention humaine.

Le rapport ne met pas ouvertement en question la professionnalisation de l'armée, mais se concentre sur son coût en augmentation et exige «des réformes des salaires et des prestations sociales qui soient significatives et permettent de réduire le coût» afin de le rendre plus abordable. La logique des pressions conjointes de l'augmentation des coûts et de l'expansion des déploiements militaires est cependant inexorable: cela veut dire que tôt ou tard, et cela viendra plus tôt qu'on ne le croit, la classe dirigeante américaine devra opter pour une forme de **conscription qui aille encore plus loin que la conscription économique actuelle où les couches les plus pauvres de la classe ouvrière s'engagent dans l'armée de «volontaires» de façon disproportionnée.**

Le rapport sur la défense exprime l'inquiétude de voir les préparatifs de guerre du Pentagone être affectés par les contraintes financières sur l'impérialisme américain, notamment les limitations auto-imposées comme le blocage budgétaire («sequester») de certaines dépenses militaires choisies et imposées conformément à la Budget Control Act (loi de contrôle du budget) de 2011.

Les auteurs déplorent à maintes reprises les limites imposées sur les dépenses militaires des Etats-Unis du fait du fardeau des programmes sociaux dans le pays, en attirant l'attention sur «l'énorme fossé grandissant entre le montant collecté pour soutenir les programmes sociaux, notamment la sécurité sociale et les principaux programmes de santé, et l'argent dépensé pour ces programmes.»

Ils déclarent, «Les États-Unis doivent mettre de l'ordre dans leur fiscalité tout en finançant simultanément et de façon robuste les dépenses militaires. Une maîtrise agressive du coût des soins de santé doit certainement être

poursuivie à la fois au sein du Département militaire [**c'est à dire pour les soldats et leur famille**] et plus largement dans tous les programmes du gouvernement.»

Il faut le répéter: Il s'agit d'un rapport bipartite. Démocrates et Républicains, libéraux et conservateurs ont approuvé les exigences exprimées dans ce rapport de réduire drastiquement les programmes sociaux dont dépendent les travailleurs afin de s'assurer que des milliers de milliards soient disponibles pour les déverser dans la **gueule insatiable de la machine de guerre américaine**.

Le caractère bipartite de ce document atteste de l'unité de toutes les sections de la classe dirigeante américaine sur le recours à une violence sans précédent pour sauvegarder sa richesse et sa domination sur de vastes régions du monde. Cela confirme que la lutte **contre la guerre impérialiste ne peut être menée que par la classe ouvrière qui se libère du système politique existant au États-Unis** et qui **construise un mouvement politique de masse indépendant**.

Sanctions occidentales et riposte russe : **l'effet boomerang**

Blog de la résistance et Par La Voix de la Russie 13 août

La Russie avait pourtant été claire. Il ne faut pas jouer avec elle au jeu des « sanctions », que les politiciens et financiers occidentaux utilisent à ce jour à différents endroits de la planète, notamment contre les nations les plus faibles. La Russie, elle, a tous les moyens nécessaires d'y répondre. C'est ce qu'elle a fait. Et de quelle manière...

Le manque, parfois total, de professionnalisme des élites politiques occidentales ne date pas d'hier. On l'a d'ailleurs mentionné à plusieurs reprises et sur différents sujets d'actualité. Sauf qu'aujourd'hui, la maladresse de ces dites « élites » arrive à un point où désormais leurs propres citoyens seront frappés au porte-monnaie en raison de l'incompétence de ceux qui sont justement chargés, de par leurs obligations « professionnelles », de défendre les intérêts de leurs concitoyens.

En effet, les dirigeants de Bruxelles ont montré une fois encore qu'ils étaient incapables de défendre les intérêts des peuples européens. Totalem

incapables. Car lorsque les USA ont lancé le fameux jeu des « sanctions » à l'encontre de la Russie, il était plus que clair que la Russie (d'aujourd'hui) allait réagir. D'autant plus que dès le départ et puisque tout est soi-disant lié à la situation en Ukraine, ce seraient les USA qui auraient dû être sanctionnés pour la simple et bonne raison que le chaos qui règne aujourd'hui dans l'Etat qui jadis s'appelait l'Ukraine, les Etats-Unis en portent l'entière responsabilité.

Il était également plus que clair que les Etats européens (dans la version UE) n'avaient aucun intérêt à suivre aussi aveuglement et comme d'habitude leur « ami » étasunien. Pourtant, c'est ce qu'ils ont fait. Et tout cela après les insultes envers l'UE de la secrétaire d'Etat étasunienne adjointe chargée pour l'Europe, Victoria Nuland. Après les multiples scandales d'espionnage par la NSA étasunienne de ses « alliés » européens. Des scandales qui par ailleurs ne finissent pas à ce jour. Masochisme oblige ?

Et parallèlement, l'UE a oublié les intérêts économiques la liant à la Russie. Car il ne faut tout de même pas oublier une chose, ou plutôt deux : les mesures de riposte économique de la Russie toucheront également les USA. Et pas dans une moindre mesure. A ce titre et à l'heure actuelle, plusieurs représentants du milieu des affaires étasunien ayant des activités importantes en Russie ne cachent pas leur sérieuse inquiétude. Mais les intérêts économiques de l'UE sont aujourd'hui les premiers touchés, ne serait-ce qu'en raison de la proximité géographique entre l'Europe dans sa version UE d'un côté et la Russie, ainsi que plus globalement l'Eurasie de l'autre.

Aujourd'hui pour l'Union européenne, ce rôle de sous-traitants de la politique étasunienne sur le continent européen se paie donc cash. Et ce n'est vraisemblablement que le début. Depuis hier, la Russie a imposé une interdiction totale (pour une période d'un an) sur l'importation de tous les produits agricoles, ainsi que de viande de bœuf, de porc, de fromage, de volaille, de lait, de poisson en provenance des USA, des pays de l'UE, d'Australie, du Canada et de la Norvège.

Une véritable catastrophe selon plusieurs producteurs de pays européens. « C'est un cauchemar », affirmait sur l'antenne de France 2 un exportateur français de fruits. Une perte de 200 000 euros pour lui seul sur ce mois, ainsi que le licenciement de tous ses employés à un horizon très proche. Des histoires similaires dans la Belgique voisine, pour laquelle le marché russe

était l'un des principaux en matière d'exportation de produits agricoles, notamment des poires, atteignant dans certains cas 60-70% de la production. Les producteurs allemands et italiens, sont eux aussi, très inquiets et font pression sur leurs gouvernements. Pareil en ce qui concerne l'Espagne, la Grèce, les pays scandinaves. Pour certains c'est la banqueroute pure et simple. Cela, sans parler de la Pologne et des pays baltes, dont la très grande majorité de la production agricole s'écoulait également sur le marché russe.

Et qu'en-est-il de la Russie dans cette situation ? Les producteurs nationaux russes, ainsi que leurs homologues des pays d'Amérique latine ont d'ores et déjà assuré de leur capacité à remplacer sur le marché russe les produits agricoles et de consommation, en provenance des USA & pays de l'UE, et ce dans un délai de deux-trois semaines. D'autres pays également sont ravis de cette situation, car cela leur permettra d'augmenter massivement l'export de leurs produits similaires sur le marché russe. Parmi ces pays : la Turquie et les pays d'Asie centrale, dont l'Ouzbékistan, le Kazakhstan et le Tadjikistan, voisins de la Russie.

Mais la Russie garde encore un certain nombre de mesures qui risquent de frapper d'ici peu et grandement les intérêts économiques de l'Occident (et la liste n'est aucunement exhaustive). Parmi elles, on mentionnera que la Russie entrevoit de fermer entièrement son espace aérien aux vols de transit des compagnies aériennes occidentales. Si cela devait arriver, ce serait un coup très dur pour les Lufthansa, Air France-KLM, British Airways, Finnair, etc... Car cela augmenterait très considérablement leur coût de transport des passagers d'Europe vers l'Asie, en conséquence de quoi et cela concerne les passagers, les prix des billets augmenteront. Autre mesure, qui elle vise précisément les USA, concerne le blocage du transport des astronautes étasuniens vers la Station spatiale internationale (ISS), mentionnée déjà il y a quelques temps par le vice-premier ministre russe, Dmitri Rogozine.

Par ailleurs, la Russie pourrait augmenter le prix de son gaz destiné à l'export dans l'Union européenne. Vraisemblablement, cette option reste encore dans le tiroir au moins jusqu'à l'automne mais peut sortir à tout moment, surtout si la colossale dette ukrainienne pour le gaz russe déjà fourni n'est pas réglée d'ici cette période. Une dette que Kiev ne se presse pas (encore) de payer, avec le « soutien » de ses mentors washingtoniens et bruxellois. Il serait d'ailleurs intéressant de voir comment ce « soutien chaleureux » permettra à

la « nouvelle » Ukraine de se chauffer en période hivernale.

Les USA sont en déroute et pas depuis hier, à l'image d'un grand bateau qui coule. Sauf que ce grand bateau entraîne avec lui l'Europe, ou du moins une partie du continent européen. La Russie, elle, a prouvé une fois encore qu'on est plus en 1991, ni en 1998, mais bien en 2014. Et qu'elle est capable de faire face à n'importe quel défi qui lui est lancé par ceux qui pensaient il n'y a encore pas très longtemps l'avoir mise définitivement à genoux. Dommage pour les producteurs européens, et américains aussi d'ailleurs, qui aujourd'hui paient le prix de l'aventurisme de leurs gouvernements. Peut-être que cela poussera le mécontentement populaire du monde occidental à un nouveau stade, d'autant plus que l'opinion publique de l'Occident se révolte de plus en plus de la « bénédiction » de ses gouvernements aux massacres dans le Donbass et en Palestine. Quant à la Russie, elle poursuivra l'intégration eurasiatique, de même qu'avec les BRICS, l'Amérique latine, le monde arabe et l'Afrique. Avec tous ceux qui voient en elle un pays ami et le symbole d'un nouveau monde déjà devenu réalité.

Lire la suite: http://french.ruvr.ru/2014_08_10/Sanctions-occidentales-riposte-russe-l-effet-boomerang-en-pleine-action-3818/

Zone euro: 0% de croissance au deuxième trimestre

LesAffaires.com et AFP Publié le 14 août 2014

Un an après sa sortie de récession, la zone euro affiche une croissance au point mort, avec un moteur franco-allemand en panne et un risque de basculer en déflation, signe que la reprise a sérieusement du plomb dans l'aile.

Le Produit intérieur brut de la zone euro a stagné au deuxième trimestre, après avoir timidement avancé de 0,2% en début d'année. La faiblesse des investissements et des exportations semblent en cause. Au même moment, le ralentissement de l'inflation, à 0,4% en juillet, a été confirmé.

C'est une douche froide pour les analystes qui pariaient sur une croissance faiblarde, mais pas complètement à l'arrêt au deuxième trimestre.

« Après six trimestres de croissance négative, et quatre trimestres de

croissance positive jusqu'en début d'année, le risque est que la zone euro replonge en récession », avance Simon Smith de FX Pro. Surtout que la crise ukrainienne et les retombées des sanctions russes à l'encontre de l'Europe risquent d'assombrir les perspectives pour le reste de l'année.

Une accélération de la croissance au second semestre « aurait été notre scénario s'il n'y avait pas des tensions géopolitiques qui distillent une dose d'incertitude », confirme Peter Vanden Houte de la Banque ING, qui ne croit plus à une croissance d'au moins 1% cette année pour la région.

Un noyau dur à la peine

Au deuxième trimestre, c'est la très mauvaise performance de l'Allemagne qui a pesé, en plus de surprendre. Le traditionnel moteur économique de la zone euro a vu son activité se contracter de 0,2% après un bond de 0,8% en début d'année. Fait notable: l'Allemagne a ainsi fait moins bien que la France dont l'économie stagne depuis le début de l'année.

Si ce passage à vide ne devait être que temporaire, le tableau est sombre pour l'ensemble de la région, entre une Italie retombée en récession et une France embourbée dans la croissance zéro.

« La seule lueur d'espoir vient d'Espagne, qui a affiché une croissance de 0,6%, même s'il y a des doutes là aussi sur la durabilité de la reprise », souligne Jonathan Loynes de Capital Economics.

« C'est la bonne surprise du moment », renchérit Bruno Cavalier d'Oddo Securities. « On a l'image d'un pays qui, forcé à des ajustements profonds par la crise financière, a restauré sa compétitivité et remis en route son économie. Tout n'est pas rose néanmoins dans l'économie espagnole ».

La croissance est également répartie au Portugal (+0,6% après un trou d'air en début d'année) et aux Pays-Bas (+0,5% après un repli de 0,4%), signe que les pays du noyau dur de la zone euro ne jouent plus systématiquement le rôle de moteur.

Pour la Commission européenne, le constat est simple: « les pays qui ont entrepris des réformes en profondeur ont une croissance plus solide que ceux qui ont été plus timorés », a commenté jeudi un porte-parole, en appelant à maintenir le cap des réformes.

Demande de souplesse

Une réponse indirecte à la France qui, confrontée à une avalanche de mauvaises nouvelles, ne croit plus aux objectifs de réduction budgétaire qu'elle s'est fixés.

Le ministre des Finances Michel Sapin a ainsi revu à 0,5% la prévision de croissance pour cette année (contre 1% espéré) et prévenu que le déficit public dépasserait 4% du PIB cette année, au lieu des 3,8% espérés, ce qui éloigne encore plus la possibilité de revenir sous 3% en 2015, comme convenu avec Bruxelles.

La France a lancé au début de l'été une offensive, avec l'Italie, pour desserrer le carcan budgétaire européen. Après un sévère rappel à l'ordre de Berlin, Paris et Rome ont dû se contenter d'une solution à minima proposant d'explorer toutes les possibilités du pacte de stabilité.

Paris plaide également pour une action plus énergique de la BCE afin de stimuler la croissance et lutter contre le risque de déflation, qui menace de gripper encore un peu plus la machine économique. Là encore, elle risque d'être déçue.

Après avoir déployé un arsenal de mesures en juin, l'institut monétaire ne devrait plus agir jusqu'à la fin de l'année, le temps de voir si son action porte ses fruits.